

Introduction

La migration internationale est un phénomène continu et omniprésent qui, sous l'influence des changements socio-économiques et démographiques, acquiert de nouvelles dimensions et formes (Siskova, 2001). La taille et la structure des flux migratoires sont déterminées non seulement par la transformation économique des pays développés, mais également par le non-respect des droits de l'homme et les changements sociaux dans les pays en développement. On est loin des idées postmodernes où tout le monde bénéficie du droit de traverser des frontières extérieures. « *La migration internationale n'est en réalité qu'un privilège de certaines classes sociales dotées d'un statut socio-économique approprié* » (Bauman, 1998). Selon Mattei (2009), « *on ne peut manquer de pointer le paradoxe et donc la contradiction de la mondialisation qui, jour après jour, ouvre de nouveaux horizons économiques tout en fermant les frontières migratoires* ».

Si « *la mobilité renvoie à l'inégalité entre groupes humains et le droit de migrer reste surveillé par les législations nationales plutôt qu'internationales* » (Castles, 2008), « *la mosaïque multiculturelle des villes européennes joue un rôle important dans la prise de décision des migrants quant à leur destination* » (Giddens, 1984). Cette décision n'est pas uniquement liée à la santé économique de ladite localité. Elle est aussi motivée par la présence et la densité de réseaux communautaires et leurs interactions avec la société d'installation, dont les politiques d'intégration locale.

Les migrants arrivent dans la société d'accueil avec, souvent, des idées assez précises de ce qu'ils veulent y réaliser. Leurs chances d'y parvenir sont néanmoins soumises à des inégalités liées à leur milieu de départ, à leur appartenance ethnique, etc. L'intégration des migrants dans les structures de la société d'accueil ne dépend pas uniquement du capital humain dont ils disposent (Castles, 2008). L'intégration des migrants est en

général plus facile pour ceux qui sont originaires d'une culture proche de celle de la majorité des membres de la société d'accueil (Drbohlav, 2003). La proximité culturelle affecte également l'intérêt des migrants à établir des réseaux sociaux avec leurs compatriotes au sein du pays d'accueil. Bien souvent, ces réseaux sont incarnés par des associations d'immigrés (Centlivres, 2006), soit « *tout type d'organisation réunissant principalement des migrants et leurs descendants, indépendamment des activités spécifiques de telles organisations* » (De Haas, 2006). Le dynamisme et l'efficacité de ces associations, leur capacité à aboutir aux buts sociaux qu'elles se sont assignées, sont parmi les facteurs favorisant le processus d'insertion des immigrés dans la société d'accueil.

Qu'est-ce qu'une association de migrants sinon une plateforme de rencontre, d'échange et de mise en réseau ? Si c'est également un espace d'expression de la culture d'origine, ses effets impliquent la solidarité intracommunautaire, entre migrants et avec le pays d'origine. Bien que ces associations se présentent sous de formes diverses, « *la plupart de leurs activités visent l'entraide entre les membres de la diaspora, chacun participant comme il peut* » (Pavlikova, extrait de l'entretien avec la chercheuse, 2012).

L'intensité des liens entre migrants d'une même origine et celle des rapports au pays d'origine peuvent varier au cours du processus d'intégration, comme elles peuvent changer dans le temps, en fonction de l'éloignement progressif, année après année ou génération après génération, de l'événement fondateur du lien : la migration. Les liens entre communautés d'immigrés et société majoritaire varient également dans le temps et selon les circonstances socio-économiques.

Cette étude s'intéresse aux effets de la crise économique (2008-2013) sur les activités d'intégration sociale et de solidarité des associations d'immigrés en Europe. Elle se base sur des observations menées auprès de groupements de migrants, de leurs membres, ainsi que d'autres témoins comme des

chercheurs et intervenants sociaux ou décideurs/acteurs locaux, dans plusieurs pays européens : le Grand-Duché de Luxembourg, la République tchèque et la Belgique. Les communautés immigrées envisagées sont originaires de l'Afrique subsaharienne et des Balkans. Par « l'Afrique subsaharienne », il faut entendre l'ensemble des pays africains situés au sud du Sahara. Dans le cadre de cette étude, les « Balkans » correspondent à l'ensemble des pays de la péninsule au sud-est de l'Europe, à l'exception des pays membres de l'Union européenne et de la Turquie, soit : l'Albanie et certaines Républiques issues de l'Ancienne Yougoslavie (Macédoine, Kosovo, Serbie, Monténégro, Bosnie).

L'investigation est soutenue par le Fonds National de la Recherche, Luxembourg et le Programme Marie Curie de la Commission européenne (FP7-COFUND)¹. Elle est réalisée au sein du Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales (CEFIS) à Luxembourg avec la participation de partenaires belge (Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations, Liège) et tchèque (Département de géographie sociale et de développement régional, Université Charles de Prague).

Une attention particulière est accordée aux stratégies de préservation et d'intégration qui aident les associations par rapport aux répercussions de la crise économique. Les effets dans les pays d'origine sont également abordés, à travers l'expérience rapportée par les acteurs immigrés. L'hypothèse est que la fragilisation des emplois des migrants et la diminution du soutien aux associations réduisent l'efficacité des associations. En même temps, le nombre de migrants intéressés par ce que

¹ Gerstnerová A., *L'intégration des immigrés d'origine subsaharienne et des Balkans sur le marché du travail luxembourgeois au moment de la crise économique. Quel rôle pour les associations ? Comparaisons avec la Belgique et la République tchèque*, projet postdoctoral AFR Grant Scheme FNR, AFR 1186667. Lancement du projet : 1er décembre 2011 — Durée du projet : 24 mois.

proposent les associations augmente, dans la mesure où l'emploi se raréfie et leur situation socio-économique s'érode.

L'analyse de la littérature, ainsi que du discours médiatique ou associatif, laissent, en effet, entendre qu'en temps de récession économique, les migrants sont moins désirés sur le marché du travail européen que dans des périodes d'expansion. Ce changement d'appréciation se reflète également dans les relations intercommunautaires entre la société d'accueil et certains groupes d'immigrés, justement preneurs des emplois mis à mal par la crise. Cette dernière rend plus vulnérables les personnes déjà menacées par la pauvreté et l'exclusion, alors qu'elles sont confrontées à des discriminations multiples : les primo-arrivants, les personnes seules, les femmes, les mères monoparentales, les jeunes... (Marty, 2012).

En pareil contexte, quelles demandes les associations de migrants rencontrent-elles ? Comment y répondent-elles ? Qui aident-elles ? Par quoi/qui sont-elles soutenues ? Quelles sont les différences entre associations ? Quels sont les changements d'activités en lien avec la crise ? Quelles sont les différences entre les pays d'accueil ou les communautés d'origine ? Quels sont les principaux problèmes ? Comment y répondre ? Quelles sont leurs ressources ? Comment les valoriser ?...